

## *L'information de qualité à la porte des soins palliatifs*

« Cette réflexion s'inscrit dans le cadre de la commission sur l'avenir des médias »

La crise du groupe Capitaux Médias dans les journaux écrits, qui est au centre de cette commission, n'est en fait qu'un des icebergs qui s'est détaché du grand glacier fissuré du monde de l'information. Cette crise ne touche pas que la presse écrite mais aussi profondément la télévision et la production documentaire, et ce depuis plusieurs années.

On a aujourd'hui besoin d'énormes électrochocs car les journalistes, documentalistes, réalisateurs, caméramans qui ont donné leurs lettres de noblesse à une information fouillée, sérieuse, crédible et source de changement, risquent bientôt n'être qu'un vague souvenir.

### **40 ans d'observation**

Je travaille dans le domaine de l'information depuis plus de 40 ans. De journaliste régional au journaliste d'affaire publique et d'enquête et ensuite comme réalisateur de documentaire et grands reportages, j'ai vu l'érosion de ce métier apparaître il y a plus de 15 ans.

J'ai vu ce glissement se manifester en 1990 lorsque j'étais à Télé-Québec où les budgets et les moyens pour faire de l'information en région s'érodaient continuellement et ce alourdit par le manque de vision de ses dirigeants.

Mes années intermittentes à Radio Canada (1992-2014) qui était pour moi le modèle pour tout jeune journaliste désireux de faire de grands dossiers, furent comme beaucoup d'autres de mes collègues, assombries par les rationalisations à répétition décrétées par ses dirigeants. Des saignées injustifiées et faites trop souvent sans respect pour ses artisans. J'ai vu Radio-Canada perdre tranquillement des journalistes de métiers dégoutés de ce qui se passait, l'âme critique des salles de rédaction ou d'affaires publiques allait s'affaiblir, se diluer. Une gestion à la Pit-bull avait pris place dans bien des départements.

Malgré tout, en ce début des années 2000 des îlots de qualité de production en information d'affaires publiques se maintenaient, mais cela allait s'avérer qu'une pause de quelques années avant qu'une autre descente se manifeste cette fois dans la production de grands reportages.

De 2008 à 2018, j'ai été producteur réalisateur indépendant dans la production documentaire. Nous étions spécialisés dans les documentaires à saveur historique et internationaux. Nous avons eu la chance de voir plusieurs de nos productions trouvé écho auprès des diffuseurs (Radio-Canada et TV5). Nous arrivions à en vivre quoique modestement. Puis vers 2014, le signal était donné de Radio Canada...les budgets et le nombre de documentaires étaient réduits drastiquement. Pour vous donner une image, le budget d'un documentaire de niveau international était il y a 20 ans environ de 400,000 dollars, montant provenant des diffuseurs, des organismes gouvernementaux et fédéraux ainsi que des crédits d'impôts. Non seulement les budgets n'ont pas été indexés au coût de la vie mais en fait ils ont **été coupés de moitié**. Et attention, Radio Canada indique aujourd'hui qu'on se tournera maintenant vers l'étranger (BBC ou des producteurs français) pour acheter des documentaires à saveur internationale ou historique, car c'est moins couteux.

Un vrai scandale qui nous ramène à une époque de colonisés où les grands films ou productions venaient presque obligatoirement de l'extérieur et où notre vision québécoise ou canadienne était cruellement absente.

Depuis 2015 de nombreuses boîtes de production ont dû fermer leurs portes. On n'y arrive plus. En 2015, Hugo Latulippe, un des réalisateurs les plus en vus au Québec, dénonçait d'ailleurs la situation dans un article dont en voici un extrait.

*« **L'écosystème du film documentaire canadien devient invivable. Il sera bientôt impossible de pratiquer ces métiers autrement que comme un hobby. Aujourd'hui, l'ONF n'est plus que l'ombre de ce qu'elle a été. Radio-Canada de même.** »*

En 2019, Hugo revient à la charge avec à sa tête un groupe de 250 cinéastes pour dénoncer l'ONF et sa gestion et son administration hermétique d'un autre temps.

*« Pour nous qui administrons des compagnies de cinéma documentaire dans le secteur privé, **l'ONF de 2019 est une catastrophe de gestion, un festival d'inefficacité.***

*Les cinéastes ne sont pas les seuls à souffrir de ce système qui nous pompe le sang à même la jugulaire. On ne compte plus les compagnies de production reconnues nationalement et internationalement, souvent bourrées d'administratrices et d'administrateurs brillants, talentueux et créatifs, **qui ferment les livres.***

*Tout le monde en arrache en ce moment dans ce secteur. Ceux qui se taisent ou diront le contraire sont simplement terrorisés à l'idée de parler »*

De mon côté, la compagnie que j'avais créée avec des collègues (Telimagin) est aujourd'hui fermée après 10 ans d'existence.

Le public devra sous peu compter sur ses doigts la production de grands documentaires d'enquête faite par des artisans d'ici. Qui pourra se permettre aujourd'hui avec les budgets qu'on nous propose, d'enquêter et de fouiller dans les archives de Washington, Berlin ou Moscou comme nous l'avons fait dans beaucoup de nos productions. Autre tendance dans les journaux comme à la radio ou télévision, on remplace les journalistes par des chroniqueurs, des blogueurs. Évidemment, ça coûte moins cher. Toutefois ceux-ci ne travaillent pas pendant des mois sur un sujet en profondeur comme certains dossiers le demandent. Le danger du « surfage » de l'information est présent aujourd'hui plus que jamais.

### **La source des « Dracula » de ce monde doit être sous contrôle**

L'arrivée des géants du numérique (GAFAM) a saigné profondément la santé financière de tous les médias sans verser la moindre redevance ou impôt aux pays touchés, une concurrence déloyale, injuste, voire odieuse. Un impôt de 3 ou 4 % de leurs revenus au Canada comme c'est le cas pour l'industrie en générale doit être appliquée et ce rapidement. La France vient de donner le ton en adoptant une loi en ce sens. Cette taxe devrait rapporter un milliard d'euros d'ici deux ans. On attend quoi? Quand je fais des affaires au Canada je paie des taxes et impôts pourquoi pas eux?

Attention une telle taxe ne réglera pas tout car la crise des médias vient aussi de l'intérieur. L'information n'est plus une priorité pour bien des diffuseurs. On préfère des émissions plus populaires. On multiplie les émissions insipides. On multiplie les émissions de vedettes, de quiz, de cuisine. Télé-Québec a dans sa programmation 5 émissions de cuisine. **Ce n'est plus Télé-Québec mais Télé-Barbecue.** Autre exemple, la première chaîne de Radio-Canada qui n'a pas aux heures de grande écoute durant la haute saison, une émission hebdomadaire régulière de consacrer à la production documentaire.

Pendant longtemps l'information télévisée, tant à Radio-Canada que chez les producteurs privés, était financée par le gouvernement et aussi par ses organismes comme Téléfilm, le FMC, le fond des câblodistributeurs et le milieu de l'information se portait bien sans rouler sur l'or. Puis il y a eu ce déclin accéléré des budgets liés à l'information dans lequel nous surnageons actuellement.

Ajouter à ce portrait, la lourdeur bureaucratique galopante qui est venue gruger les ressources financières. L'argent versé par les gouvernements n'allait plus aux artisans mais aux gestionnaires. Les éléphants sont devenus légions. Sodec Téléfilm, Radio-Canada, Télé-Québec, ONF.

Les producteurs passent plus de temps à remplir des papiers qu'à faire des films. On n'a plus les moyens d'engager du personnel et faire des dossiers sérieux. **Une réforme en profondeur s'impose à toute l'industrie. Une réforme 2.0**

Il faudra mieux financer nos télévisions publiques. Au Canada on était au 18<sup>e</sup> rang des pays occidentaux pour le financement de sa télévision publique avec \$33 par habitant. En Norvège, c'est \$180 par habitant qui sert à financer la télévision, au Royaume Uni s'est 97\$ et en France \$ 68... (des chiffres de 2011). Les chiffres parlent d'eux-mêmes.

Restent aujourd'hui à prendre les bonnes décisions et cela rapidement car les navires de l'information tant à l'écrit que dans l'audiovisuel ont déjà de l'eau dans leurs cales et leur gouvernail est mal en point. L'avenir d'une information de qualité est en jeu. On a tous à perdre collectivement... et beaucoup!

Yves Bernard, réalisateur-journaliste et producteur.  
514 567-5520